

Résumé du rapport intérimaire de l'OCDE du 2 mars 2020

« L'économie mondiale menacée »

Le rapport intérimaire de l'OCDE, publié le 2 mars 2020, mérite de faire l'objet d'une étude approfondie compte tenu de la qualité de l'analyse et des données qu'il comporte même si, depuis la publication de ce document, l'épidémie du coronavirus prend une dimension lui conférant le caractère de pandémie aux impacts à ce stade difficilement mesurables.

I. les perspectives de croissance demeurent incertaines

L'application des restrictions, aux déplacements de main d'œuvre et aux voyages, suite à la propagation du Covid 19, a provoqué, en effet, d'importantes réductions d'activités et par voie de conséquence une rupture des chaînes d'approvisionnements mondiaux et un fléchissement de la demande finale de biens et services.

« En partant de l'hypothèse que le pic épidémiologique sera atteint en Chine au premier trimestre 2020 et que dans les autres pays, l'épidémie se révélera plus modérée et circonscrite, la croissance mondiale pourrait être inférieure d'environ un demi point de pourcentage cette année au chiffre attendu dans les Perspectives de novembre 2019 ». La révision à la baisse varie selon les pays de 0.1 point de pourcentage pour les USA à 1.1 point pour l'Inde comme le montre le Tableau ci-après.

Croissance année 2020	Prévisions initiales	Prévisions révisés	Baisse de croissance
Zone euro	1.1	0.8	0.3
Allemagne	0.4	0.3	0.1
France	1.2	0.9	0.3
Italie	0.4	0.4	0.4
Chine	5.7	4.9	0.8
Inde	6.2	5.1	1.1
Etats Unis	2.0	1.9	0.1
Japon	0.6	0.2	0.4
Corée du Sud	2.3	2.0	0.3
G20	3.2	2.7	0.5
Monde	2.9	2.4	0.5

« Une épidémie plus durable, plus importante de coronavirus qui se propagerait à la région Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord assombrirait considérablement l'horizon ».

Dans le cadre d'une propagation plus massive dans le monde, hypothèse qui se précise actuellement, les simulations effectuées à titre indicatif donnent à penser que la croissance du PIB mondial pourrait diminuer de 1.5 point de pourcentage en 2020, soit la moitié du taux de croissance prévu avant la survenue de l'épidémie, faisant basculer plusieurs pays dans la récession, à l'instar du Japon et de la zone euro.

D'autres risques majeurs pèsent sur l'économie mondiale et pourraient se traduire par des révisions à la baisse plus accentuées au niveau de la croissance du PIB. Elles concernent :

- ▮ Les incertitudes qui demeurent au niveau des perspectives d'un nouvel accord commercial entre les Etats Unis et la Chine.
- ▮ L'incertitude sur la nature des relations commerciales futures entre le Royaume Uni et l'Union Européenne
- ▮ La réaction des marchés financiers à l'extension du coronavirus qui pourrait accroître la vulnérabilité du système financier et amplifier la dégradation de l'environnement économique.

2. les principales urgences pour réduire les risques

« Les défis à court terme soulevés par l'épidémie de coronavirus renforcent la nécessité d'agir pour contenir la propagation du virus, renforcer les systèmes de santé, rétablir la confiance, stimuler la demande et limiter les effets négatifs sur l'offre. La coopération internationale est essentielle pour prendre des mesures appropriées visant à endiguer la propagation du virus, en mitiger les effets et atténuer son coût économique. Si la croissance devait être beaucoup plus faible que prévu, une action coordonnée des grands pays constituerait la réponse la plus efficace et la plus opportune. ».

Plus précisément, il convient, « d'allouer un soutien budgétaire supplémentaire aux services de santé, y compris des ressources suffisantes pour garantir une dotation appropriée en personnel et en outils de test, et de prendre toutes les mesures de prévention, de confinement et d'atténuation qui s'imposent ».

Les entreprises, qui connaissent des problèmes de trésorerie, doivent être fermement soutenues à travers notamment :

- ▮ L'injection de liquidités suffisantes dans le système financier « pour permettre aux banques de soutenir les entreprises, et notamment les petites et moyennes entreprises, qui connaissent des problèmes de trésorerie, et faire en sorte que des entreprises par ailleurs solvables ne fassent pas faillite pendant la période où des mesures de confinement sont en vigueur ».
- ▮ Des mesures budgétaires temporaires pour aider les entreprises dans les secteurs particulièrement exposés à une chute brutale des déplacements et du tourisme.
- ▮ Des initiatives visant à alléger ou à reporter le paiement d'impôts ou le remboursement d'emprunts, ou à abaisser les coûts d'intrants tels que l'énergie, pour les entreprises situées dans les régions et les secteurs les plus affectés devraient être envisagées ».

« Des mesures peuvent aussi être prises afin d'atténuer les répercussions négatives sur les catégories sociales vulnérables. Les programmes d'indemnisation du chômage partiel peuvent servir à accroître la flexibilité de la durée du travail et à préserver les emplois et la rémunération perçue, bien qu'ils ne protègent pas les travailleurs temporaires ou migrants des risques de licenciement ».

« Les pouvoirs publics peuvent aussi soutenir les ménages en fournissant une aide temporaire, sous la forme de transferts en espèces ou d'une assurance chômage notamment aux travailleurs placés en congé sans solde, et en s'engageant à prendre en charge les coûts de santé liés au virus pour l'ensemble des personnes touchées, à titre rétroactif si nécessaire ».

Par ailleurs, en cas de propagation beaucoup plus large du coronavirus et de croissance mondiale bien plus faible que prévu, les pouvoirs publics pourraient être confrontés au défi de devoir gérer une faiblesse majeure de l'activité économique à un moment où les marges de manœuvre nationales sont limitées.

A cet effet, outre les mesures temporaires destinées à aider les entreprises viables et les travailleurs vulnérables, une action coordonnée des pouvoirs publics de toutes les grandes économies serait nécessaire pour renouer avec la croissance, améliorer la confiance des consommateurs et des investisseurs et réduire l'incertitude des opérateurs, à travers notamment :

- Un soutien renforcé par le biais de la politique monétaire et budgétaire pour soutenir les entreprises.
- Une accélération des réformes structurelles dans tout les pays pour réduire les distorsions et libérer les énergies.
- Un accroissement des dépenses publiques d'investissement notamment en anticipant des projets prévus de réparation et de maintenance du stock de capital public et en renforçant les investissements dans la santé et l'éducation.

Conclusion

La crise sanitaire que vit le monde est profonde. Tous les pays de la communauté internationale sont, à des degrés divers, concernés. La plupart des secteurs économiques y sont impactés ; le tourisme et les transports internationaux le sont encore plus durement.

La mobilisation de tous les moyens est, aujourd'hui, de rigueur **en Tunisie** et partout dans le monde pour endiguer la propagation du virus et préserver les ressources humaines au prix, le plus souvent, d'un chambardement des règles de l'orthodoxie financière.

Toutefois, quelle que soit l'importance des efforts déployés de façon isolée, seule une action coordonnée internationale, par le biais de politiques appropriées sur les plans budgétaire, monétaire, commercial, technologique, pourrait permettre à la communauté internationale, et plus particulièrement aux économies émergentes, de transcender les graves problèmes de confiance induits par la crise sanitaire et de renouer avec la croissance et l'amélioration du niveau et de la qualité de vie.

Forum Ibn Khaldoun le 5 avril 2020

[Rapport intérimaire de l'OCDE à télécharger](#)